

## **20221226 InfoMigrants**

<http://www.infomigrants.net/fr/post/45671/tunisie--le-gouvernement-veut-expulser-des-migrants-arrives-en-2011-une-ong-denonce-une-decision-inhumaine-et-repressive>  
[Actualités](#)



En août 2017, des exilés installés à La Marsa avaient entamé une grève de la faim pour réclamer le réexamen de leur demande d'asile. Image d'illustration. Crédit : FTDES

## **Tunisie : le gouvernement veut expulser des migrants arrivés en 2011, une ONG dénonce une décision "inhumaine et répressive"**

Par [La rédaction](#) Publié le : 26/12/2022

Le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux a vivement réagi, dimanche, au projet du gouvernement d'expulser un groupe de migrants clandestins arrivés en Tunisie en 2011. L'ONG de défense des droits des exilés a dénoncé une décision "inhumaine et répressive". Elle estime que le renvoi dans leur pays des migrants concernés constitue une menace pour leur vie.

Le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES) a dénoncé, dimanche 25 décembre, dans un communiqué "son indignation devant la décision répressive et inhumaine du gouvernement" tunisien concernant un groupe de 25 migrants.

Le gouvernement de Najla Bouden a décidé, lors d'un Conseil ministériel vendredi, l'expulsion "dans les plus brefs délais" de ces personnes qui vivent "illégalement" en Tunisie depuis 2011.

Ce groupe occupe depuis plus de cinq ans une Maison de jeunesse à La Marsa, dans la banlieue nord de Tunis, "entravant ses activités" par "leur refus catégorique de quitter ce lieu", selon un communiqué de la présidence du gouvernement.

Ces 25 jeunes hommes, âgés de 30 à 32 ans, sont originaires d'Égypte, du Soudan, du Niger et du Nigeria. Tous s'étaient retrouvés en Tunisie après avoir fui les tensions en Libye en 2011. Ils résident depuis 2017 dans cette Maison de jeunesse, après avoir été évacués du camp de réfugiés de Choucha, dans le sud de la Tunisie.

Leur demande d'asile dans le pays a été rejetée, or, pour Romdhane Ben Amor, un responsable du FTDES, interrogé par l'AFP, "le retour de ces migrants dans leur pays menace leur vie".

>> À (re)lire : [L'inextricable demande d'asile des migrants de La Marsa, "prisonniers" en Tunisie](#)

En août 2017, les exilés de La Marsa avaient entamé [une grève de la faim](#) pour réclamer le réexamen de leur demande d'asile. Et quelques mois plus tard, [la situation s'était fortement dégradée](#) lorsque les distributions de nourriture pour les habitants du centre avaient cessé.

## **Des déplacés toujours sans solution**

Dénonçant une politique "sauvage", le FTDES "met en garde contre toute tentative d'imposer une solution par la force sur une catégorie vulnérable qui souffre depuis plus de 10 ans".

Il a appelé la société civile à se mobiliser contre "les politiques discriminatoires à l'égard des migrants" clandestins, affirmant que ces derniers sont également "délaissés par les organisations onusiennes et l'Union européenne".

Le camp de Choucha avait été ouvert en 2011, par le Haut-commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR), pendant la guerre en Libye. Le site avait accueilli jusqu'à 18 000 personnes au pic de la crise. En 2013, le HCR a décidé de fermer ce site [alors que des centaines de ses occupants attendaient d'être réinstallés dans des pays tiers](#). Une partie a pu quitter la Tunisie, une autre s'est vue proposer des solutions en zone urbaine.

Des dizaines de ces migrants sont cependant restés sur place, réclamant une réponse positive à leur demande d'asile, avant d'être évacués définitivement de ce camp en 2017.